

**VAGUE D'ARRESTATIONS A ABIDJAN  
LE REGIME TENTE DE DECAPITER L'OPPOSITION ET CONTINUE DE SEMER LA TERREUR**

- Malgré les intimidations, les violences et les brimades policières, le 3e Congrès extraordinaire du Front Populaire Ivoirien a pu se tenir avec succès à Mama.
- Les grèves d'enseignants, élèves et étudiants se succèdent depuis plusieurs mois dans l'ensemble du pays.
- Plusieurs candidats de poids à la prochaine élection présidentielle sont en train de construire une alternative au pouvoir d'Alassane Ouattara.
- L'ONU désavoue le régime en refusant de lever l'embargo sur les armes.

**Ouattara sentant s'amenuiser ses chances de faire un second mandat, multiplie les pratiques liberticides, veut abattre toute formes de résistance et d'expression de la démocratie en emprisonnant les cadres politiques de l'opposition.**

Le comité s'insurge contre la nouvelle vague d'arrestations qui vient de frapper plusieurs responsables politiques proches de Laurent Gbagbo, dont Hubert Oulaye, président du Comité de contrôle du FPI, Sébastien Dano Djédjé, Vice président, Justin Koua, Secrétaire Général adjoint. Ces arrestations furent extrêmement violentes : on vit, sous les ordres du commissaire Kouyaté, débarquer chez le professeur Oulaye deux cargos d'hommes en armes défonçant les portes, menottant et brutalisant les employées, ainsi qu'une adolescente en convalescence. Ils furent tout d'abord détenus au secret, puis traînés le lendemain devant une "justice" expéditive qui les déféra dans trois prisons différentes, à Dabou, Toumodi et Bouaké. En dispersant les prisonniers politiques aux quatre coins du pays, le régime rend difficile tout contact avec leurs avocats et leurs proches, renouant avec sa politique de déportation interne du 11 avril 2011.

Au même moment, des arrestations étaient opérées parmi les étudiants manifestant sur le campus de Cocody pour obtenir le droit de suivre une scolarité normale et complète.

A Séguéla, ville du Nord de la Côte d'Ivoire, les prisonniers politiques font, depuis plusieurs jours, et dans l'indifférence totale des ONG et de la communauté internationale, une grève de la faim en vue de dénoncer leurs conditions inhumaines de détention qui sont aussi celles d'environ 500 prisonniers politiques détenus dans l'ensemble du pays.

**Rappelons que le régime de Ouattara porte la responsabilité directe du décès de Basile Mahan Gahé, Secrétaire Général de la centrale syndicale Dignité, décédé des suites des mauvais traitements subis pendant sa détention.**

A quelques mois de la date théoriquement fixée pour l'élection présidentielle, l'opposition est plus que jamais victime des emprisonnements arbitraires et des procès politiques. A l'opposé des discours officiels, loin de s'apaiser, le climat n'augure rien de bon pour le peuple ivoirien.

Nous en appelons à tous les démocrates, à tous les progressistes, pour qu'ils soutiennent la lutte du peuple ivoirien en vue d'obtenir la libération des détenus politiques.

Combien faudra-t-il de Mahan Gahé pour réveiller les organisations des droits de l'homme et les responsables politiques dans les différents pays ?

Sans doute attendent-ils que le peuple ivoirien, ne supportant plus de vivre dans une absence de démocratie le ramenant à l'époque coloniale, sorte pour affronter, les mains nues, un pouvoir qui perdra alors tous ses soutiens extérieurs ?

Voilà presque cinq ans, Ouattara s'emparait du pouvoir grâce à l'intervention du corps expéditionnaire français, suppléant ses propres milices tribales. Son régime a démontré qu'il n'apporterait jamais la paix dans ce pays.

Soyons solidaires du peuple ivoirien !